

# **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

**Prestation de transport express en  
France métropolitaine – Corse et  
îles littorales comprises – et Union  
européenne pour des colis dont le  
poids unitaire est inférieur à 30 Kg**

**Marché n° 2599F0137**

Vos interlocuteurs Météo-France :  
Direction des achats publics  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

# Table des matières

Cahier des clauses particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
3. Décomposition du marché public.....	4
4. Forme du marché public et procédure de passation.....	4
5. Durée du marché public.....	5
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
7. Montant du marché public.....	5
8. Notification des informations et des décisions.....	5
9. Définition du besoin.....	5
9.1. Nature des marchandises.....	6
9.2. Lieux d'exécution.....	6
9.3. Clause d'exclusivité.....	6
9.4. Prestations.....	6
9.4.1. Prestations principales.....	6
9.4.2. Prestations associées.....	7
9.4.3. Prestations complémentaires.....	7
9.4.4. Prestations exceptionnelles.....	8
9.5. Délais d'exécutions.....	8
9.5.1. Généralités.....	8
9.5.2. Délais de livraison en France métropolitaine, Corse et Îles littorales comprises.....	8
9.5.3. Délais de livraison vers l'Union européenne.....	8
9.6. Le déploiement.....	8
9.6.1. Recensement des besoins – Plan de déploiement.....	8
9.6.2. Assistance nécessaire au déploiement.....	9
9.7. Mise à disposition d'un outil en ligne de saisie, de suivi et de gestions des expéditions.....	9
9.7.1. Fonctionnalités de l'outil.....	9
9.7.2. Indisponibilité de l'outil.....	10
9.7.3. Traçabilité.....	10
9.8. Gestion des incidents.....	10
10. Modalités d'exécution des prestations.....	10
10.1. Passations des commandes.....	10
10.2. Bon de transport.....	11
10.3. Modification ou annulation du bon de transport.....	11
10.4. Fin du marché.....	11
10.5. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	11
10.6. Sous-traitance.....	11
10.7. Gestion des emballages.....	12
11. Obligations du titulaire.....	12
11.1. Assurances.....	12
11.2. Obligations environnementales du titulaire.....	12
11.2.1. Communication du BEGES et plan de transition associé du titulaire.....	12
11.2.2. Qualité de la flotte de véhicules routiers utilisés pour les expéditions.....	13
11.2.3. Actions de formation et/ou sensibilisation des conducteurs.....	13
11.3. Accès réglementé aux locaux.....	13
11.4. Secret professionnel.....	13
11.5. Transfert des données.....	14
11.6. Information et conseil.....	14
12. Constatation de l'exécution des prestations.....	14
13. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	14
14. Protection des données personnelles.....	15
14.1. Champ d'application.....	15
14.2. Durée de conservation et sort des données.....	15
14.3. Obligations du titulaire.....	16
14.4. Mesures de sécurité.....	16

14.5. Sous-traitance.....	16
14.6. Droit d'information des personnes concernées.....	16
14.7. Notification des violations de données à caractère personnel.....	17
14.8. Assistance.....	17
14.9. Registre des catégories d'activités de traitement.....	17
14.10. Documentation.....	17
15. Établissement des prix.....	17
15.1. Définition.....	17
15.2. Révision des prix.....	17
15.3. Clause de sauvegarde.....	18
15.4. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	18
16. Paiements.....	18
16.1. Avance.....	18
16.2. Modalités de paiement.....	18
16.3. Intérêts moratoires.....	18
16.4. Établissement des factures.....	19
17. Cession ou nantissement des créances.....	19
18. Pièces et attestations à fournir.....	19
18.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	19
18.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	20
18.3. Liste nominative du personnel étranger.....	20
18.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	20
19. Pénalités.....	21
19.1. Pénalités pour retard de livraison.....	21
19.2. Pénalité pour non respect des fréquences de collecte.....	21
19.3. Pénalité pour retard d'ouverture de comptes clients.....	21
19.4. Pénalités pour non remise des états de consommation par compte utilisateur ou des états des suivis de consommation ou tout type de consolidation.....	21
19.5. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale.....	21
20. Résiliation.....	22
21. Litiges et attribution de juridiction.....	22
22. Dérogations.....	22

# Cahier des clauses particulières

---

## 1. Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la prestation de transport express des colis dont le poids unitaire est inférieur à 30 Kg depuis et vers la France métropolitaine, la Corse et les îles littorales comprises, et l'Union européenne.

Les directions de Météo-France bénéficiaires de cet accord-cadre sont listées en annexe 1 du présent cahier des clauses particulières. Cette liste de bénéficiaires peut être amenée à évoluer (exemple : dans le cas d'une restructuration...). Pour ajouter ou supprimer une entité bénéficiaire, Météo-France notifie un ordre de service au titulaire et y adjoint l'annexe 1 modifiée.

## 2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement dûment signé et son annexe financière, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses trois annexes dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;
4. le mémoire technique du titulaire et le cadre de réponse, qui s'appliquent en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;
5. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Aucune réserve au CCP ou au CCAG FCS qui serait apportée dans le mémoire technique, le cadre de réponse ou tout autre document constitutif de l'offre du titulaire, ou au cours de l'exécution de l'accord-cadre n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché.

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire qui serait contraire au CCP ou au CCAG FCS serait considérée comme non-écrite.

Il est précisé que les conditions générales de vente du titulaire ne font pas partie des documents contractuels. Tout prix ne figurant pas dans l'annexe financière à l'acte d'engagement est réputé non-écrit.

Les exemplaires conservés par l'acheteur public font seuls foi en cas de litige.

## 3. Décomposition du marché public

Le marché public n'est pas décomposé en lots.

## 4. Forme du marché public et procédure de passation

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est un appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Le marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

## 5. Durée du marché public

Le marché public entre en vigueur à sa date de notification.

Il est passé pour une durée ferme comprise entre sa date de notification et le 30 avril 2027.

À l'issue de son terme initial, le marché public est reconductible trois fois pour une durée d'un an de manière tacite. Si Météo-France ne souhaite pas reconduire le marché public, l'établissement en informe le titulaire au moins trois mois avant l'échéance.

## 6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les prestations de collecte, acheminement et livraison commencent à s'exécuter à compter du 1<sup>er</sup> mai 2026 ou à compter de la date de notification du marché si celle-ci est postérieure.

La période comprise entre la date de notification et la date de prise d'effet des prestations permet de réaliser le déploiement du marché.

Par dérogation aux stipulations de l'article 13.2.4 du CCAG applicable, les bons de transport faisant office de bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité de l'accord-cadre, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus deux mois cette date de fin de validité.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

## 7. Montant du marché public

Le montant maximal des prestations susceptibles d'être commandées durant la validité de l'accord-cadre, éventuelles périodes de reconduction comprises, est de 350 000 € HT. Si ce montant maximal est atteint, l'accord-cadre est résilié de plein droit, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

## 8. Notification des informations et des décisions

Par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable, la notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

## 9. Définition du besoin

Les prestations d'expédition express de colis comprennent la collecte, l'acheminement et la livraison depuis et vers la France métropolitaine, Corse et îles littorales comprises, et l'Union européenne.

L'expédition peut être réalisée en « mono-colis » ou en « multi-colis », c'est-à-dire plusieurs colis adressés au même destinataire, à la même adresse, avec les mêmes jours d'enlèvement et de livraison.

## 9.1. Nature des marchandises

La nature, le volume et le poids des marchandises transportées sont très variables. À titre indicatif et non contractuel, les marchandises peuvent relever de différentes catégories : documents, matériels, petites fournitures. Pour information, certains matériels peuvent contenir des piles et batteries au lithium.

## 9.2. Lieux d'exécution

Les prestations de transport express de colis sont réalisées depuis et vers tout département de la France métropolitaine, Corse et îles littorales comprises, et vers l'Union européenne.

L'enlèvement est réalisé par le titulaire depuis des sites de Météo-France. Une liste, non exhaustive, des principaux lieux d'enlèvement et de destination est fournie à titre indicatif à l'annexe 2 du présent CCP.

## 9.3. Clause d'exclusivité

Les services bénéficiaires figurant en annexe 1 ont l'obligation de recourir au présent marché public pour toutes prestations de transport en express de colis dont le poids unitaire est inférieur à 30 Kg depuis et vers la France métropolitaine, la Corse et les îles littorales comprises, et vers l'Union européenne.

Le droit d'exclusivité du titulaire ne couvre pas les prestations exceptionnelles décrites à l'article 9.4.4.

## 9.4. Prestations

### 9.4.1. Prestations principales

Les prestations principales comprennent la collecte, l'acheminement et la livraison de colis inférieurs à 30 Kg, à savoir :

- l'enlèvement des colis sur des sites de Météo-France ;
- l'acheminement et la livraison des colis dans les délais contractuels et horaires garantis,
- la traçabilité en ligne des envois,
- le traitement et le transport des colis dans des conditions assurant leur intégrité,
- la fourniture d'une preuve de distribution/la certification de la remise faite au déposant,
- l'assurance de base obligatoire dont les garanties offertes sont décrites dans le cadre de réponse.

### Fréquence des collectes :

Pour le site de Météo-France à Toulouse, les collectes sont réalisées chaque jour ouvré.

Pour les autres sites de Météo-France, les dates de collecte sont définies au cours de l'exécution du marché par accord entre le titulaire et Météo-France ; *a minima*, une collecte est réalisée par semaine.

Le titulaire a l'obligation d'assurer les collectes définies conformément aux deux alinéas précédents, quel que soit le nombre de colis à ramasser. Dans le cas où le titulaire ne respecte pas la fréquence des collectes définies entre le titulaire et Météo-France, une pénalité est appliquée telle que définies à l'article 19.

### Horaires des collectes :

Sur le site de Toulouse, le créneau de collecte se situe entre 15h30 et 16h00, sauf demande particulière. Pour les autres sites de Météo-France, les horaires de collecte sont définis au cours de l'exécution du marché par accord entre le titulaire et Météo-France.

### Piles et batteries au lithium :

Le titulaire assure le transport express par voie routière ou maritime de marchandises pouvant contenir des piles ou des batteries au lithium conditionnées dans des emballages et portant un marquage conforme à la réglementation en vigueur.

#### 9.4.2. Prestations associées

Au titre de prestations associées, réalisées sans surcoût, figurent :

- la participation à l'organisation du déploiement ;
- le déploiement de l'accord-cadre (réunions, plan de déploiement, ouverture et mise à jour des comptes en début et au cours du marché, diffusion des modalités de commande...) ;
- la tenue à jour, la gestion et le stockage des données relatives aux comptes clients ;
- la mise à disposition d'un numéro d'appel unique non surtaxé pour l'accompagnement commercial et opérationnel, ainsi que pour le traitement administratif (facturation, réclamation...) ;
- la mise à disposition d'un contact national et unique. Il est le contact privilégié pour l'organisation du déploiement et du suivi de l'exécution de ce marché ;
- la mise à disposition d'un outil en ligne de saisie, de suivi et de gestion des expéditions ;
- l'assistance en tant que de besoin à l'outil en ligne de saisie, de suivi et de gestion des expéditions ;
- la conception et la diffusion de supports de communication et modes opératoires ;
- le conseil commercial et opérationnel dans l'organisation des prestations ;
- le suivi du marché ;
- le suivi de la facturation ;
- le suivi statistique relatif à la traçabilité des livraisons et des incidents éventuels ;
- le reporting des consommations par compte utilisateur.

#### 9.4.3. Prestations complémentaires

Le titulaire assure également les prestations suivantes à la demande expresse de Météo-France. Ces prestations peuvent faire l'objet d'une tarification particulière, conformément à l'annexe financière :

- les assurances (*ad valorem* et complémentaires),
- la représentation d'un colis suite à l'absence du destinataire,
- la livraison le samedi,
- l'utilisation des bons de transport manuel,
- la mise à l'étage,
- la livraison J+1, avant 12 h, en France métropolitaine,
- la livraison J+1, avant 9 h, en France métropolitaine,
- le transport express d'un colis « hors normes » (poids inférieur à 30 Kg mais dimensions ou volume spécifiques tels que décrits à l'annexe financière à l'acte d'engagement),
- le transport express d'un colis présentant des risques d'hygiène et de sécurité,
- le transport express d'un colis présentant des risques de dégâts sur d'autres colis,
- le transport express d'un colis non mécanisable,
- et éventuellement, tous autres compléments en lien avec le transport express de colis inférieurs à 30 Kg prévus dans le mémoire technique ou le cadre de réponse et dont le prix figure à l'annexe financière.

#### 9.4.4. Prestations exceptionnelles

Le titulaire peut réaliser, de manière non obligatoire, des prestations exceptionnelles de transport express ne figurant pas aux points 9.4.1 à 9.4.3 et dont les prix ne figurent pas à l'annexe financière, par exemple l'expédition express d'un pli.

Pour la réalisation de ces prestations exceptionnelles, Météo-France demande un devis détaillé au titulaire. Celui-ci transmet une proposition de devis sous 48 heures ouvrées. Si le devis est accepté par Météo-France, celui-ci fait l'objet d'un bon de transport, mentionnant expressément la référence à ce devis.

Les prestations exceptionnelles sont limitées à 5 % du montant maximum du marché.

### 9.5. Délais d'exécutions

#### 9.5.1. Généralités

Les délais demandés par Météo-France relatifs à l'ensemble des prestations sont exprimés en jours ouvrés / heures ouvrées.

Les jours ouvrés sont les journées du lundi au vendredi inclus, hors jours fériés.

Le jour J correspond au jour de l'enlèvement.

L'exécution des prestations débute à la date indiquée dans le bon de transport au titulaire.

En cas de retard dans les délais d'exécution, Météo-France peut appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 19.1.

#### 9.5.2. Délais de livraison en France métropolitaine, Corse et îles littorales comprises

Les prestations de transport de colis en France métropolitaine, sont exécutées dans le délai maximum de J+1. La livraison intervient à J+1 avant 13h00.

Dans le cas où le titulaire ne peut garantir une livraison expresse en Corse ou dans les îles littorales à J+1, le délai maximum garanti éventuellement prévu expressément dans le mémoire technique ou le cadre de réponse s'applique.

#### 9.5.3. Délais de livraison vers l'Union européenne

Pour les prestations de transport réalisées vers l'Union européenne, la livraison intervient sous 48 h à 72 h.

### 9.6. Le déploiement

#### 9.6.1. Recensement des besoins – Plan de déploiement

Dès notification de l'accord-cadre, le titulaire et Météo-France organise une réunion de déploiement avec l'ensemble des services bénéficiaires.

Le titulaire et Météo-France effectuent conjointement le recueil des besoins afin d'établir au mieux un plan de déploiement. Il appartient au titulaire de déterminer la liste des éléments nécessaires à la réalisation de la proposition de plan de déploiement et à l'ouverture des comptes clients.

À cet effet, Météo-France fournit *a minima* les éléments suivants :

- la liste et les coordonnées des sites d'enlèvement au format prescrit par le titulaire ;
- la liste des contacts et leurs coordonnées ;
- le flux estimatif pour chaque site d'expédition ;
- la destination des flux national et/ou vers l'Union européenne ;
- les particularités des sites, le cas échéant : obligation d'identification préalable des véhicules, agrément spécifique concernant le conducteur dans le cas des sites sensibles, enlèvement simultané à la livraison.



Ces éléments permettent au titulaire d'élaborer le plan de déploiement soumis à la validation pour chacune des directions de Météo-France bénéficiaires de l'accord-cadre. Le titulaire présente le rétro-planning de création des comptes client.

Le plan de déploiement et le retro-planning sont transmis à chacune des directions de Météo-France bénéficiaires de l'accord-cadre dans un délai de 10 jours à compter de la fourniture par Météo-France des éléments listés ci-dessus. La finalisation des comptes clients doit être effective dans les 30 jours qui suivent la date de notification du marché.

À défaut, le déploiement doit être réalisé dans un délai permettant le démarrage effectif des prestations comme stipulé à l'article 6.

À l'issue du déploiement initial, les ouvertures de nouveaux comptes sont réalisées par le titulaire. Des pénalités telles que prévues à l'article 19 sont appliquées dans le cas où les délais de création des comptes ne sont pas respectés.

### **9.6.2. Assistance nécessaire au déploiement**

Dans le cadre du déploiement, le titulaire assure des prestations d'assistance auprès des directions de Météo-France bénéficiaires de l'accord-cadre et notamment :

- la transmission des modalités de connexion à l'outil en ligne de saisie, de suivi et de gestion des expéditions ;
- la communication d'un guide utilisateur de l'outil en ligne de saisie, de suivi et de gestion des expéditions ;
- la formation des utilisateurs à l'outil en ligne de saisie, de suivi et de gestion des expéditions ;
- le conseil aux utilisateurs de l'accord-cadre ;
- l'élaboration d'un planning adapté de collecte des colis.

## **9.7. Mise à disposition d'un outil en ligne de saisie, de suivi et de gestions des expéditions**

Le titulaire met à disposition des directions de Météo-France bénéficiaires de l'accord-cadre un outil en ligne de saisie, de suivi et de gestion des expéditions via un extranet durant toute la durée de l'accord-cadre. Tous les échanges de l'extranet sont réalisés en français.

### **9.7.1. Fonctionnalités de l'outil**

Les fonctionnalités proposées doivent répondre aux besoins de gestion et d'optimisation des flux transport, impliquant une utilisation souple, efficace et fiable dans la préparation et le suivi des expéditions.

Le titulaire met à la disposition de Météo-France un outil qui permet *a minima* à chaque site expéditeur de saisir et d'étiqueter toutes ses expéditions, sans restriction. Chaque expéditeur peut également suivre les informations relatives à l'état de ses expéditions et récupérer les preuves de livraisons.

L'outil détermine automatiquement l'application du tarif dédié aux envois de « mono-colis » ou de « multi-colis » si le titulaire propose des tarifs distincts.

L'outil permet idéalement de déclencher automatiquement l'envoi d'un sms ou mail alertant :

- l'expéditeur, en cas notamment d'échec de livraison ou de dépassement du délai d'acheminement ;
- le destinataire, lorsque ses coordonnées sont saisies à la commande, en cas notamment de besoin de prévenance ou d'échec de livraison.

Le titulaire peut proposer à l'utilisateur de visualiser les duplicatas de ses factures et de les extraire en format tableur via le même outil ou un autre outil dédié. Cela n'exonère pas le titulaire de répondre à l'obligation légale de déposer ses factures sur chorus pro tel que mentionné à l'article 16.4.

Le paramétrage de l'outil doit prendre en compte l'organisation de Météo-France.

La gestion des accès permet de différencier au moins deux profils d'utilisateurs de l'outil :

- profil expéditeur pour un ou plusieurs comptes ;

– profil acheteur (profil national : visualiser l'ensemble des profils expéditeur utilisés à Météo-France).

L'outil peut permettre la gestion de différents profils d'accès par regroupement de comptes clients selon des périmètres géographiques ou fonctionnels.

L'outil propose le suivi statistique relatif à la traçabilité des livraisons et des incidents éventuels, des éditions d'état de consommation par compte utilisateur et tout type de consolidation.

### 9.7.2. Indisponibilité de l'outil

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure permettant de fonctionner en mode dégradé afin d'assurer la continuité de passation des commandes en cas de dysfonctionnement de son outil de commande ou du réseau, quelle qu'en soit la cause.

Cette procédure de fonctionnement en mode dégradé permet au minimum d'accéder aux services du titulaire via une plateforme téléphonique (numéro d'appel non surtaxé), sur la plage horaire d'ouverture du titulaire et de recevoir les bons de transport par pièce jointe à un message électronique ou par télécopie.

Dès qu'il en a connaissance, le titulaire informe les utilisateurs des périodes d'indisponibilité, de la cause et des procédures de substitution.

### 9.7.3. Traçabilité

Le suivi des expéditions de l'enlèvement jusqu'à la livraison au destinataire est rendu possible grâce à l'outil proposé par le titulaire. Météo-France doit être informé du suivi de l'expédition étape par étape.

L'actualisation des informations est effectuée en temps réel, et à défaut dans un délai inférieur à 12 heures.

Les informations permettent *a minima* à Météo-France :

- de suivre une expédition par date/numéro et de connaître de son état (dernier point de scannage, en instance, en dépôt restant...) ;
- de visualiser l'émargement du destinataire de la livraison ;
- de contrôler les délais d'acheminement.

## 9.8. Gestion des incidents

Le titulaire s'engage à prévenir Météo-France de manière écrite dès la survenance d'un incident ou d'un retard lors de la prestation.

En cas de retard ou d'incident intervenant dans la gestion de l'expédition (dans les locaux du titulaire, sur le trajet...), le titulaire active un dispositif de secours pour notamment rechercher et protéger les marchandises. Le titulaire informe l'expéditeur par tout moyen et sans délai.

L'organisation mise en place pour pallier les dysfonctionnements liés aux incidents d'acheminement est détaillée dans l'offre du titulaire ou dans le cadre de réponse.

Les modalités de déclaration d'échec de livraison, de retours de marchandises et de réclamation ainsi que les délais qui y sont rattachés sont précisés dans l'offre du titulaire ou dans le cadre de réponse.

## 10. Modalités d'exécution des prestations

### 10.1. Passations des commandes

Les commandes de transports sont émises, au fur et à mesure des besoins de Météo-France par le moyen de bons de transport (faisant office de bons de commande), adressés au titulaire via son site extranet dédié (outil de gestion des commandes), ou, exceptionnellement, par messagerie électronique avec accusé de réception, ou télécopie.

Les bons de transport peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution ne dépasse de plus de deux mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

## 10.2. Bon de transport

Les prestations de transport express de colis s'exécutent au moyen de bons de transport faisant office de bons de commande. Ils sont émis depuis l'outil de gestion mis à disposition par le titulaire. Ils comportent les mentions obligatoires suivantes :

- la date et le numéro de la commande,
- le numéro du marché 2599F0137,
- le lieu d'enlèvement,
- la ou les destinations,
- les coordonnées du destinataire,
- le nombre de colis à enlever (poids et volumes).

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de transport appellent des observations de sa part, il doit le notifier au signataire de la commande dans un délai de 24 h.

## 10.3. Modification ou annulation du bon de transport

Le délai pendant lequel le bon de transport peut être modifié ou annulé sans frais pour Météo-France est indiqué dans le mémoire technique du titulaire ou le cadre de réponse. Le titulaire y indique les cas dans lesquels des surcoûts sont à prévoir pour Météo-France.

## 10.4. Fin du marché

Pendant les quatre derniers mois de validité de l'accord-cadre, le titulaire coopère avec Météo-France afin d'assurer une reprise rapide des prestations et sans désagrément pour les directions bénéficiaires de Météo-France.

Cette clause s'applique dans le cas de la résiliation de l'accord-cadre ou au terme de l'accord-cadre.

Sur demande de Météo-France, le titulaire communique :

- Les états relatifs aux statistiques relatifs à la traçabilité des livraisons et des incidents éventuels ;
- Les éditions d'état de consommation par compte utilisateur ;
- Les dossiers d'expédition non soldés à l'échéance du présent accord-cadre ;
- Tout autre type de consolidation demandé par Météo-France sur demande.

## 10.5. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG applicable, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG applicable, par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG applicable.

## 10.6. Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France. Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché. Il agit pour le compte et selon les instructions de Météo-France. En particulier, n'ont accès aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché que les personnels du sous-traitant en charge de son exécution.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux

exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant Météo-France de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

## 10.7. Gestion des emballages

Il est dérogé aux articles 20.2.1 et 20.2.2 du CCAG applicable.

Le colis doit être emballé par Météo-France afin de permettre la manutention et le transport sans risque de détérioration.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, Météo-France utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables, ou réemployés. Météo-France veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Le titulaire, dès l'enlèvement du colis, et sans observation effectuée de sa part, accepte tacitement le mode d'emballage. Il est alors responsable des détériorations éventuelles constatées lors du transport, sans qu'aucune réclamation ultérieure mettant en cause la conception ou la solidité dudit emballage puisse être retenue.

## 11. Obligations du titulaire

### 11.1. Assurances

Il est dérogé à l'article 9 du CCAG applicable.

Le titulaire est responsable de son personnel, et le cas échéant du tiers qu'il aurait accrédité, en toute circonstance que ce soit, et pour quelque cause que ce soit, notamment :

- des accidents du travail de son personnel,
- des accidents survenus sur un site de Météo-France du fait de son personnel,
- des dégâts produits lors de l'exécution de la prestation,
- des vols de colis ou de matériels de Météo-France qui seraient imputables à son personnel.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes d'assurance et à remettre à Météo-France, sur simple demande et dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la demande, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire est assuré auprès d'une compagnie d'assurances pour sa responsabilité civile et en particulier pour les risques liés à la spécificité des prestations du présent marché.

Il s'engage à informer expressément Météo-France de toute modification ultérieure de son contrat d'assurance.

### 11.2. Obligations environnementales du titulaire

#### 11.2.1. Communication du BEGES et plan de transition associé du titulaire

Afin que Météo-France s'assure du respect par le titulaire de ses obligations découlant de l'article L. 229-25 du code de l'environnement, sous réserve qu'il y soit soumis, le titulaire communique à Météo-France son bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et son plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES).

Le titulaire transmet ces documents dans un délai maximum de trois mois après la date de notification du marché en communiquant à Météo-France l'adresse URL de publication du BEGES sur le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>).

Si le BEGES arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES et son plan de transition associé est transmis par le titulaire à Météo-France, au plus tard trois mois après la date d'expiration du BEGES initial.

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, Météo-France applique les pénalités pour méconnaissance des obligations en matière environnementale prévues à l'article 19.5.

### **11.2.2. Qualité de la flotte de véhicules routiers utilisés pour les expéditions**

Le présent article s'applique aux véhicules mobilisés dans le cadre de l'exécution du marché, que la prestation soit réalisée par le titulaire en flotte propre ou externalisée.

La flotte routière de poids lourds utilisée pour l'exécution du marché répond *a minima* à la norme d'émissions de polluants atmosphériques Euro V ou équivalent.

Le titulaire démontre le respect de cette exigence en adressant à Météo-France annuellement à la date d'anniversaire de la notification du marché (sous format électronique, en accès libre et facilement exploitable), un tableau synthétique sur le modèle figurant en annexe 3 du présent cahier des clauses particulières intitulé « Caractérisation des flottes de véhicules utilisés dans le cadre de l'exécution du marché ». Le titulaire transmet également à Météo-France une attestation sur l'honneur du respect de cette exigence et fournit, le cas échéant, tout document permettant d'attester de ces caractéristiques (ex. certificat de conformité du véhicule, certificat d'immatriculation).

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, Météo-France peut appliquer les pénalités pour méconnaissance des obligations en matière environnementale prévues à l'article 19.5.

### **11.2.3. Actions de formation et/ou sensibilisation des conducteurs**

Le titulaire propose des actions de formation et/ou de sensibilisation à destination des conducteurs mobilisés sur le marché afin de réduire les impacts de l'activité de transport de colis sur l'environnement.

Le titulaire transmet à l'acheteur, à la date d'anniversaire de notification du marché, tout document justifiant la mise en place des actions.

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, Météo-France peut appliquer les pénalités pour méconnaissance des obligations en matière environnementale prévues à l'article 19.5.

## **11.3. Accès réglementé aux locaux**

L'accès des personnels du titulaire ou de ses sous-traitants sur les sites de Météo-France est soumis à l'obligation de détenir une pièce d'identité et un permis de conduire. Les personnels du titulaire ou de ses sous-traitants ont l'obligation de présenter leur permis de conduire sur demande express et à tout moment sur les sites de Météo-France.

L'accès des personnels du titulaire ou de ses sous-traitants aux locaux de Météo-France est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à Météo-France. Les agents du titulaire veillent à communiquer au correspondant technique de Météo-France les interventions prévues afin que les dispositions soient prises pour l'accueil des intervenants à l'entrée des sites ainsi qu'à leur accompagnement vers le lieu d'enlèvement ou de livraison.

Un protocole de sécurité spécifique au site de la météopole de Toulouse sera remis au titulaire lors de la réunion de déploiement. Son personnel et ses sous-traitants sont tenus de le connaître et de le respecter.

## **11.4. Secret professionnel**

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

## **11.5. Transfert des données**

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

## **11.6. Information et conseil**

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

## **12. Constatation de l'exécution des prestations**

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS, les opérations de vérification et la décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet prononcée par Météo-France interviennent dans un délai de dix jours calendaires à compter de la date de livraison. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

L'ajournement ou le rejet n'a pas pour effet d'accorder une prolongation des délais d'exécution prévus à l'article 9.5. L'ajournement ou le rejet prononcé par Météo-France constitue un cas de retard sanctionné par les pénalités stipulées à l'article 19.1.

## **13. Personnes désignées pour l'exécution des prestations**

L'ordonnateur des dépenses est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction générale  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est le Directeur de la logistique et du patrimoine. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction de la Logistique et du Patrimoine  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Le correspondant technique de Météo France est le Responsable du Département logistique et réseaux de la Direction de la logistique et du patrimoine ou son représentant.

Météo-France  
SG/LP/LSR  
42, avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse cedex

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est la Directrice financière de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction financière  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Les directions bénéficiaires de Météo-France et les comptables assignataires de leurs dépenses sont listés à l'annexe 1 du présent document.

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 18 du présent cahier des clauses particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le o) de l'article 41.1 du CCAG applicable sont ramenés à quinze jours.

## 14. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG applicable.

### 14.1. Champ d'application

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de Météo-France, qui constitue le responsable du traitement, les données à caractère personnel ci-après définies nécessaires à la réalisation des prestations prévues par le présent marché pendant la durée d'exécution de celui-ci.

L'objectif du marché est de fournir à Météo-France des prestations de transport de colis dont le poids unitaire est inférieur à 30 kg.

La finalité du traitement de données personnelles est :

- l'identification des agents en charge de la passation des commandes et les agents destinataires des colis ;
- la gestion des accès et des comptes des agents à l'outil en ligne de saisie, de suivi et de gestion des expéditions.

La base légale du traitement est l'article 6 e) du règlement européen sur la protection des données.

Les données manipulées sont les noms, prénoms, coordonnées téléphoniques et électroniques, adresses administratives et éventuellement les adresses individuelles des destinataires des colis et des agents de Météo-France en charge de la passation des commandes.

Dans le cas où les données personnelles sont transférées dans un pays hors de l'Union européenne, le titulaire le précise dans son offre en indiquant les pays concernés. Météo-France, en tant que responsable du traitement, se réserve le droit d'autoriser ou d'interdire ces transferts.

### 14.2. Durée de conservation et sort des données

La durée de conservation des données collectées par le titulaire est limitée à la durée de validité du marché public.

Le titulaire s'engage, au terme du marché, à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de cette destruction.



### 14.3. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités prévues par le présent marché.
- Traiter les données conformément aux instructions de Météo-France. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français relative à la protection des données, il en informe immédiatement Météo-France. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer Météo-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Ce que seuls ses personnels en charge de l'exécution du marché aient accès aux données à caractère personnel traitées. Il veille à ce que ces personnels :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection.

### 14.4. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements.

Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de sécurité des données et des traitements, notamment techniques et organisationnelles, qu'il a définies dans son mémoire technique.

### 14.5. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché. Il agit pour le compte et selon les instructions de Météo-France. En particulier, n'ont accès aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché que les personnels du sous-traitant en charge de son exécution.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant Météo-France de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

### 14.6. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Météo-France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider Météo-France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux responsables du marché désignés conformément à l'article 13 du présent cahier des clauses particulières.



## 14.7. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie sans délai à Météo-France toute violation des conditions des traitements des données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Météo-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

## 14.8. Assistance

Le titulaire assiste Météo-France, en cas de besoin, pour les éventuelles études d'impact ou réponses à sollicitations concernant les données personnelles traitées dans le cadre du marché.

## 14.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Météo-France comprenant :

- le nom et les coordonnées des responsables du marché désignés conformément à l'article 13 du présent cahier des clauses particulières, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.

## 14.10. Documentation

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## 15. Établissement des prix

### 15.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance. Les prix sont unitaires et révisibles.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

### 15.2. Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG applicable, le titulaire fournit en décembre de l'année n pour application à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année n+1 la nouvelle grille tarifaire applicable qui sera soumise à approbation de Météo-France (hors surcharges carburants routier et aérien). À défaut de communication de la nouvelle grille tarifaire par le titulaire le 31 décembre de l'année n au plus tard, les prix de l'année n continuent à s'appliquer au cours de l'année n+1.

Cette demande de révision s'accompagne de tout document permettant de justifier l'évolution des prix.

Les surcharges carburants routier et aérien s'appliquent conformément au code des transports. En ce qui concerne les surcharges carburants routier et aérien, la révision s'applique en exécutant les modalités et la

formule de révision des prix inscrites dans le mémoire technique du titulaire ou le cadre de réponse, en se référant aux valeurs accessibles via l'url qui y est mentionnée.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG applicable, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de transport sont ceux applicables à la date de la commande.

### 15.3. Clause de sauvegarde

Si la nouvelle grille tarifaire proposée pour l'année n+1 conduit à une augmentation moyenne de plus de 3 % par rapport aux prix applicables pour l'année n, Météo-France se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité à la date du changement des prix ou de négocier avec le titulaire le taux de révision.

Si les deux parties parviennent à un accord, les nouveaux prix pourront être appliqués. Sans l'accord entre les parties, l'acheteur pourra résilier l'accord-cadre sans indemnité à la date du changement de prix.

### 15.4. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

## 16. Paiements

### 16.1. Avance

Il n'est pas prévu d'avance.

### 16.2. Modalités de paiement

Les prestations sont payées à terme échu après leur admission par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la date d'admission.

Les prestations font l'objet de paiements mensuels, par services bénéficiaires, en fonction des prestations réalisées sur la période considérée et ce, pour chacune des directions bénéficiaires de Météo-France.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

### 16.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

## 16.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : 2599F0137.
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : au moment de la création des comptes et sous-comptes de facturation, Météo-France s'engage à fournir les codes service de facturation.
- Le détail du calcul de la révision des prix des surcharges carburants routier et aérien. L'indexation de ces charges est présentée en pied de facture.
- Le cas échéant, le numéro du bon de transport.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France  
Direction financière  
CSP dépenses

[depenses.cspfinances-st-mande@meteo.fr](mailto:depenses.cspfinances-st-mande@meteo.fr) / [depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr](mailto:depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr) / [depenses.cspfinances-dirs@meteo.fr](mailto:depenses.cspfinances-dirs@meteo.fr)

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

## 17. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

## 18. Pièces et attestations à fournir

### 18.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

## **18.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)**

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

## **18.3. Liste nominative du personnel étranger**

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

## **18.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs**

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

## 19. Pénalités

### 19.1. Pénalités pour retard de livraison

En cas de retard du titulaire par rapport aux délais prévus par le marché public, le régime des pénalités pour retard prévu à l'article 14.1 du CCAG s'applique.

Les pénalités sont calculées de la façon suivante :

- 20 % du montant de l'expédition en cas de dépassement de plus de 1 jour ouvré ;
- 40 % du montant de l'expédition en cas de dépassement de plus de 2 jours ouvrés.

Outre les samedis, dimanches et jours fériés, les jours d'interdiction de circulation imposés par les pouvoirs publics n'entrent pas dans le calcul du nombre de jours ouvrés.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG applicable, le montant total des pénalités pour retard ne peut excéder 40 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG applicable, le titulaire est exonéré des pénalités pour retard lorsque le montant total du bon de transport ne dépasse pas 10 euros TTC.

### 19.2. Pénalité pour non respect des fréquences de collecte

Le titulaire a l'obligation d'assurer les collectes comme définies à l'article 9.4. En cas de manquement, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 15 euros TTC par manquement.

### 19.3. Pénalité pour retard d'ouverture de comptes clients

Dans le cas où le délai contractuel indiqué par le titulaire dans son offre ou dans le cadre de réponse n'est pas respecté, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 15 euros TTC par jour ouvré de retard.

### 19.4. Pénalités pour non remise des états de consommation par compte utilisateur ou des états des suivis de consommation ou tout type de consolidation

En cas de non remise par le titulaire des états de consommation par compte utilisateur ou des états de suivi de consommation ou tout type de consolidation sous 15 jours calendaires à compter de la date de la demande de Météo-France une pénalité forfaitaire de 50 € s'applique.

### 19.5. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale

Objet	Pénalité
Défaut de transmission du BEGES et du plan de transition associé	1500 €
Défaut de transmission annuelle des documents relatifs à la qualité de la flotte de véhicules routiers utilisés pour les expéditions	2500 € par manquement annuel
Défaut de transmission annuelle de tout document justifiant la mise en place des actions de formation et/ou sensibilisation des conducteurs	1500 € par manquement annuel

## 20. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales applicable.

Sans préjudices des stipulations du CCAG applicable, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 18.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du cahier des clauses administratives générales applicable.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

## 21. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG applicable, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

## 22. Dérogations

Les stipulations de l'article 6 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 13.2.4 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 8 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 10.5 du présent cahier des clauses particulières dérogent aux articles 3.7.4, 3.8.4, 12.1.3 et 12.1.4 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 10.7 du présent cahier des clauses particulières dérogent aux articles 20.2.1 et 20.2.2 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 11.1 du présent cahier des clauses particulières dérogent à l'article 9 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 12 du présent cahier des clauses particulières dérogent aux articles 27 à 29 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 13 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 3.4.3 et au o) de l'article 41.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 15.2 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 10.2.2 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 19 du présent cahier des clauses particulières dérogent à l'article 14 du CCAG applicable.